

Coordination Française pour la Marche mondiale des femmes

Réunion parisienne

Mercredi 15 novembre 2000
Planning Familial, 18h30
4 square Saint Irénée
75011, Métro St Ambroise

Réunion nationale

9 et 10 décembre 2000
SNUipp-FSU
12 rue Cabanis
75012 Paris, métro Glacière

Réunion nationale

Le samedi, accueil à 13h30, début à 14h précises jusqu'à 20h

Il sera consacré aux bilans de la Marche (France, Europe, Monde), aux projets (idem) et au devenir de la Coordination française Marche mondiale (textes suivent). Nous rappelons que la proposition est de l'intégrer au Collectif National pour les Droits des Femmes. Pour le moment, aucune autre proposition). La présence d'un maximum de collectifs possibles est souhaitée, outre les organisations et associations partie prenante.

Le dimanche, de 9h à 16h, sera consacré aux campagnes du Collectif national droits des femmes et à son fonctionnement.

Bruxelles

La manifestation européenne du 14 octobre

35 000 femmes dans la rue, un cortège très dynamique et coloré, beaucoup de pays représentés, dans et hors l'Europe, beaucoup de cortèges immigrés ; il semble que les cortèges les plus importants aient été, dans l'ordre, la Belgique of course, l'Espagne, la France, l'Allemagne.... De 2500 à 3000 françaises.

La grande déception a été le trajet imposé aux organisatrices, dans le quartier européen de Bruxelles, c'est-à-dire : que des bureaux, sans un chat pour nous admirer. Avec, en plus, très peu de presse. D'où un gros mouvement d'humeur dans le cortège français qui a failli tourner casaque pour essayer de se rendre là où c'était interdit, mais où il y a du monde !

Je ferai personnellement (Nelly) amende honorable pour avoir déboulé, appelée à la rescousse, un peu trop énervée, d'où une première intervention quelque peu autoritaire et décalée, genre «mais qu'est-ce que vous faites, c'est pas not' faute ni celles des belges, levez-vous, vous êtes tristes...». Aïe, Aïe, Aïe. J'espère que la deuxième intervention, 5mn après, plus calme et raisonnable, prenant en compte la déception de toutes, me vaudra des circonstances atténuantes. Pour faire honnête, les animatrices de la Coordination française n'ont pas percuté sur ce coup, malgré quelques expériences similaires à Bruxelles.

Bref, beau cortège tout de même, avec finish au Parc du Centenaire. On peut y saluer le travail des animatrices belges : de quoi pas mal manger, dépenser des sous dans les stands, se cultiver et polémiquer dans les débats, écouter de la musique.

La Coordination française a animé deux débats ; - immigration, très intéressant, (voir en annexe leur compte-rendu) - Droit de choisir. Nous sommes demandeuses de comptes-rendus de copines qui auraient été dans d'autres débats. Merci

Le bouche à oreille sur un rendez-vous à 18h sur la place de Bruxelles, nous a permis, à quelque 500 personnes, d'évacuer un peu la déception du trajet de la manif. Tout notre répertoire de chansons y a passé, ça fait du bien !

Dans les critiques et interrogations des Collectifs, plusieurs auxquelles nous ne pouvons répondre encore : Pourquoi la CFDT (de Lille au moins) et la CGT ont-elles manifesté seules en tête aux côtés des Basques au lieu d'être avec la Coordination française ? Pourquoi les coordinations nationales n'ont-elles pas été placées en tête ?

Par ailleurs, pour information, nous avons protesté contre le refoulement, à la gare de Bruxelles, de deux femmes sans-papiers venues avec le collectif de Marseille. Ayant pris un train britannique, elles ont été contrôlées à la gare de Bruxelles par la police des frontières. Halima, comorienne et koumba, sénégalaise, ont été refoulées sur Lille, Koumba étant retenue plusieurs heures au commissariat de Lille. Également, Aminata, déléguée du Collectif sans-papiers de Marseille s'est vue refuser son visa pour aller aux États-Unis participer à la marche bien qu'elle dispose d'une carte de séjour. Le comité international a protester contre cette interdiction.

Vous pouvez consulter le site internet belge : www.marchwomen2000.org. Il y a un lien pour la France.

Washington - New-York

- 15 octobre 2000, manifestation nationale des États-Unis
- 16 octobre, rencontres avec la Banque mondiale et le FMI
- 17 octobre, manifestation mondiale et rencontre avec l'ONU
- 18 octobre, journée d'échanges entre les membres de la délégation internationale

I) Manifestation américaine à Washington

Environ 10 000 femmes (bon, quelques hommes..), avec la présence remarquable des délégations du monde entier déjà arrivées ; donc, pas à la hauteur de ce qu'on peut espérer des américaines dont la principale organisation féministe, NOW, sait par ailleurs très bien mobiliser quand il le faut. La question de cette faible participation des américaines a été posée à la réunion du 18 mais la réponse a été plutôt vague.

Sur le site internet mondial, quelques belles photos de cette manif : [www. ffq.qc.ca/marche2000](http://www.ffq.qc.ca/marche2000)

II) Rencontre le lundi 16 octobre avec James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale (voir lettre à la BM et au FMI)

Nous lui avons auparavant fait parvenir le document d'analyse portant sur la politique de la BM et du FMI, le texte se terminant par cinq revendications : - transparence et imputabilité des ressources financières internationales - intégration et application de la perspective "genre" dans les politiques macro-économiques - augmentation des ressources financières pour les femmes - annulation de la dette de tous les pays du Tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité - fin des programmes d'ajustement structurel ou de leurs clones.

Mr Wolfensohn, très paternaliste, nous a fait part de son impression que nous n'avions pas lu les documents de la Banque mondiale, que nous ne les connaissions pas et que nous ne tenions pas compte des côtés positifs de son action.

Nous avons réfuté l'argument comme quoi nous critiquions par méconnaissance ; nous avons développé, à partir d'expériences sur le terrain dans quelques pays, à quel point les politiques de la BM sont nuisibles aux femmes.

Après une heure et quart, une seule chose en est sortie : c'est que nous ne sommes vraiment pas d'accord ! S'il y a place pour la consultation, sur le fonds le néo-libéralisme et les programmes d'ajustements culturels amènent à un cul de sac. Les choses sont claires : pas de discussions possibles, ni sur leurs positions, ni sur leurs actions.

La rencontre s'est terminée par une invitation au "dialogue constructif" et à ce "qu'on se revoit", invitation à laquelle nous n'avons pas répondu.

III) Rencontre le lundi 16 octobre avec Horst Köhler, directeur du Fond monétaire international

L'attitude de Horst Köhler a été différente, moins paternaliste, plus affirmée. Après présentation de nos porte-parole, il a réfuté nos arguments point par point. Il est frappant d'entendre le FMI se défendre d'être l'institution qui affame les peuples en argumentant que le problème vient des pays eux-mêmes, à cause notamment de la corruption.

En avançant des arguments solides, concrets, basés sur la connaissance de chacune de son pays, nous avons répondu que le FMI ne peut pas masquer ses politiques néo-libérales néfastes pour les femmes avec le seul argument de la corruption.

Évidemment, ce fut encore un dialogue de sourds. Köhler a reconnu qu'il y avait des choses à changer au FMI mais a affirmé qu'il n'était pas prêt à mettre en cause les programmes d'ajustements structurels par qu'il pense que c'est une bonne chose pour les peuples. Il aurait voulu que nous l'écoutions davantage, ce à quoi nous avons répondu que c'était à lui de nous écouter.

IV) Manifestation à New-York

15 000 personnes, dont 300 françaises environ, dont une forte présence de la CGT. Chouette mise en scène : les cortèges sont arrivés en bloc s'enfournant dans une espèce de grand square en longueur, et se "rangeant" au fur et à mesure, par continent. Pendant une petite heure, vente de matériel divers (une variété de pin's incroyable, des T-shirts, foulards, etc..) ; sur une scène, rappel des revendications, échauffement du square ("so, so, so, solidarité, avec les femmes du monde entier", vainqueur par KO) ; puis arrivée des vélos amenant les pétitions (un par pays), pétitions (4 millions 700 000 signatures le 31/10/2000) qui ont été amenées jusqu'à la scène, de bras en bras, au dessus de la foule (un grand moment !) ; la délégation politique réceptionne et s'en va vers l'ONU, la manif part peu après. Encore beaucoup de couleurs, de chants, d'énergie. Il paraît qu'il y avait beaucoup moins de mots d'ordre qu'à Paris et Bruxelles. Bon, on gagne sur les mots d'ordre, alors ? Article dans le New-York-Times (une grande photo et 10 lignes), mais pas grand chose d'autres.

V) Les médias françaises

Sur l'ensemble des manifestations, Bruxelles, Washington, New-York, beaucoup d'amertume s'exprime par rapport aux médias. Vrai boycott ? Désintéret ? Mauvaise communication ? Autant de questions auxquelles nous devons tenter de répondre. Ce qu'on peut dire c'est, qu'au moins pour Bruxelles, des journalistes ont préparé des projets, avec notre aide, mais nous ont ensuite informé n'avoir pu passer la barre du comité de rédaction.

V) Rencontre le mardi 17 octobre avec Mme Louise Frechette, secrétaire générale adjointe de l'ONU

Kofi Anan étant absent et en Egypte pour tenter de régler le conflit Palestine-Israël, c'est Mme Frechette qui nous a reçu. Nous n'avons pas critiqué l'absence de Mr Anan dans les circonstances. Il faut noter aussi la présence très importante du président du PNUD et de membres de l'UNICEF. Louise Frechette est restée une heure, pour l'essentiel de la rencontre, remplacée ensuite par Mme Angela King, conseillère spéciale du Secrétaire général sur les questions du genre..

Françoise David, la présidente de la FFQ et notre porte-parole, a présenté la Marche : « ... à ce jour, 155 pays, représentant 6000 groupes de femmes, et 4 millions 500 000 signatures de pétitions en à peine six mois ; toutes les femmes du Sud et du Nord se tenant la main dans une mobilisation sans précédent contre les violences et la pauvreté ; Aujourd'hui n'est que la fin d'une étape, il y en aura d'autres ; Ce réseau de solidarité que nous avons mis sur pied ne pourra pas s'éteindre... ».

Réponse de Mme Frechette : elle nous a félicité pour notre mobilisation, la force de nos revendications et d'avoir obligé les dirigeants de L'ONU à nous écouter : « Cette journée est très symbolique et le Secrétaire général aurait vraiment voulu être avec vous. Vous n'avez épargné aucun effort pour faire connaître vos revendications. Le nombre de groupes et de pays qui se sont affiliés à votre initiative est très impressionnant. Vous avez prouvé votre détermination, votre force, votre solidarité... », pour ensuite plaider pour la mondialisation, même si elle a des effets pervers : « 2,8 milliards de personnes vivent dans la misère avec moins de 2 dollars par jour et 1,2 milliard avec moins de 1 dollar. La pauvreté à un sexe et il est féminin. Pourtant, la majorité des femmes pauvres gagnent leur vie et assurent la subsistance de toute la famille. Les pauvres sont pauvres, non pas parce que la mondialisation existe mais parce qu'elle est insuffisante ... » ; pour ensuite nous renvoyer à nos luttes nationales : « L'ONU, c'est la somme de ses membres, alors, n'oubliez pas d'interpeller vos gouvernements sur ce qu'ils font. ».

Plusieurs femmes représentant des pays partie prenante de la Marche ont ensuite présenté l'essentiel de nos revendications, claires, courtes et argumentées : - Le Canada, sur la condition des femmes autochtones - le Maroc, pour demander la constitution d'un Conseil économique et financier qui exercerait un contrôle politique des marchés financiers, l'élimination des paradis fiscaux, la fin du secret bancaire, l'élimination de la pauvreté qui n'est pas un objectif à atteindre mais un droit en soi, la fin du droit de veto - le Mozambique, sur les violences dont 50 % de femmes dans le monde sont victimes, les mutilations génitales présentes dans 40 pays - l'Inde, qui explique que la violence découle aussi de la mondialisation, et que l'ONU et ses institutions en est complice et ne se donne aucun moyen pour que les conventions qu'elle fait voter pour protéger les femmes et les enfants soient appliquées par les pays signataires ; elle demande que les organisations de femmes puissent participer à la mise en place des politiques visant à protéger les femmes et les enfants - le Pérou, sur le libre choix de son orientation sexuelle et les pays où l'on prive les personnes de leur liberté, l'homosexualité étant considérée comme un crime ; dans plus de la moitié des pays du monde, les homosexuels-les vivent l'exclusion, la torture, la lapidation, la peine de mort ; pour elles, pour eux, nous demandons le droit d'asile.

Réactions de Louise Frechette : « ... Je sais que lorsqu'on est militante, on est à raison impatiente de la lenteur des institutions. Mais il faut déjà beaucoup travailler rien que pour empêcher simplement qu'on ne retourne en arrière. Un avantage de la mondialisation est le fait qu'elle permet ce genre de rassemblement au niveau planétaire. Vous êtes en droit d'être satisfaites de ce que vous avez fait jusqu'ici ... ».

Réponse de Françoise David à Mme Frechette : « ... Notre parole est pacifique mais il ne faut pas sous-estimer le potentiel de colère des femmes et leur détermination. Nous sommes venues entendre ici les engagements des Nations Unies, sachant que nous devons continuer à lutter dans chacun de nos pays contre les inégalités sociales... La question que nous posons est : est-ce que les Nations Unies vont mettre tout leur poids politique et moral auprès des États pour qu'ils respectent les conventions qu'ils signent et s'engagent à vraiment lutter contre les violences et la pauvreté ? ».

Ensuite, s'est déroulée la présentation, sous forme de passage de témoin, de sept femmes de pays en situation de conflit ; la Palestine, l'Afghanistan, l'Iraq, le Timor oriental, la Colombie, le Rwanda et la Yougoslavie, un moment très fort et émouvant, ces sept femmes finissant debout en se tenant haut les mains.

Mme King a conclu : « ... Les Nations Unies, se sont 189 états membres .. ça n'est que la force que chaque état membre lui donne ; le protocole facultatif a été signé par seulement 11 pays ... Nous avons besoin que vous nous rappeliez constamment les engagements que nous avons pris... ». Après nous avoir félicité de notre vigilance et dit que nous avions raison sur nombre de nos revendications, elle a seulement pris l'engagement formel d'assurer des suivis à Beijing +5.

Il y a eu ensuite quelques interventions courtes de la salle : l'Équateur ; la Grande-Bretagne, sur la

pauvreté dans ce pays ; le Mexique, sur l'économie détruite par la faute des programmes d'ajustements et la corruption ; le Népal, sur la traite des femmes et des petites filles et la criminalisation de l'avortement ; la France, sur le fait que violences et pauvreté se retrouvent aussi dans les pays occidentaux et sur notre solidarité envers les pays pauvres ;

VI) Réunion de la délégation internationale, Le 18 octobre 2000

Ordre du jour :

- Bilan des rencontres BM, FMI et ONU, et discussion préliminaire sur les gains ;
- Pendant le déjeuner, échanges informels entre les membres de la délégation : nous avons tenu une réunion européenne
- Discussion sur les prochaines étapes et les prochains rendez-vous
- Synthèse : Françoise David
- **Bilan des rencontres par Françoise David (voir plus haut), et discussion sur les prochaines étapes.**

Ces deux points sont mis ensemble parce que les interventions se recoupaient.

Intervention d'un grand nombre de pays, avec beaucoup de places (trop ?) pour les remerciements aux organisatrices + l'explication de ce qui s'est fait nationalement et l'expression très forte du désir de continuer ensemble.

Quelques phrases chocs : Nous devons nous féliciter que pour la première fois, ces hommes (BM et FMI) nous aient écouté (Jordanie) ⁴ Ce qui est important, c'est de constituer une société féministe internationale ; c'est la première fois que des féministes se retrouvent sur des problématiques communes (Tunisie) ; Nous avons eu la possibilité d'avoir une voix, une présence féministe dans le temple même du pouvoir patriarcal ; c'est une façon de briser leur centre de pouvoir ((Colombie) ; Le FMI et la BM sont la version hard, l'ONU, la version soft. Je m'interroge sur la position que nous avons prise dans le texte à l'ONU qui se situe dans une ligne de "réappropriation de l'ONU" ; une structure telle que l'ONU est-elle suffisamment crédible pour cela ? Doit-on nous la réapproprier ou la détruire ?" (Suzy pour la France) ; Il faut continuer parce que nous avons montré au monde que nous sommes liées à toutes les activités. La Marche nous a permis de renforcer et de consolider le réseau des femmes autochtones dans notre pays et nous a permis de rencontrer les autochtones des autres continents (Inde)

Intervention de Nelly pour la France, sur la base de quelques lignes griffonnées : Importance de la Marche dans nos pays respectifs et au niveau mondial ; en France, elle a été le détonateur qui a permis de reconstituer un rsau important, avec 58 collectifs de provinces et un grand nombre d'organisations syndicales, politiques et associatives ; ce que nous devons faire en premier lieu, c'est consolider ce réseau et trouver les moyens et les raisons de continuer à travailler ensemble... ; En France, il y a un grand nombre d'associations féministes, petites et grandes, qui interviennent sur différents thèmes et chacune a de l'importance ; chance d'avoir déjà depuis 5 ans le Collectif national pour les droits des femmes... ; question sur la faiblesse de la manifestation américaine et de leur présence le 17 ; nous pensons qu'il faut continuer à débattre des thèmes qui n'ont pas fait consensus : l'avortement et le lesbianisme... ; nous devons affirmer notre existence dans les réseaux contre la mondialisation, étant nous-mêmes un de ces réseaux... ; nous participerons à Nice, le 6 décembre... et nous devons participer au forum social à Porto Allegre.... problème des médias.

• Synthèse : Françoise David

Nous sommes d'accord sur les constatations suivantes :

* La marche a été l'occasion pour de très nombreux pays de refaire des solidarités à l'échelle nationale, l'occasion, comme disent nos amies du Québec, d'une campagne d'éducation populaire par la production d'outils pour mieux comprendre ; des coordinations nationales sont nées grâce à la Marche ;

* Les deux thèmes de la Marche, violences et pauvreté, ont réussi à créer l'unité et à donner le goût d'agir ;

* La faiblesse de la présence américaine a été remarquée, mais ce n'est pas à nous, FFQ, de répondre à leur place à vos interrogations. Cela dit, il faut souligner que nous avons eu de bonnes collaborations ;

* La marche du 17 octobre a été un franc succès, beau, visuellement intéressant, plein d'animation ;

* nous voulons rester un groupe qui agit, qui est dans l'action collective ; et cela nous amène à parler des suites possibles :

- La Marche doit demeurer un réseau de solidarité féministe dans l'action ;

- il faut continuer à travailler sur les deux thèmes, mais plusieurs femmes ont proposé d'y ajouter la dimension "Femmes dans les pays en situation de conflits armés" ;

- l'originalité de cette marche a été de lier la lutte anti-mondialisation et la lutte contre le patriarcat ;

A court terme, la Fédération des femmes du Québec s'engage, d'ici l'été prochain, sur les propositions suivantes, en tenant compte du fait qu'elle va passer de 12 permanentes à 3 au 1er janvier parce qu'il n'y a plus d'argent :

- faire un questionnaire auquel tous les pays répondront pour pouvoir faire le bilan global ;

- nous organiser d'ici quelques mois pour faire partager les bilans nationaux et mondial (6 mois) ;

- envoyer en janvier un nouveau bulletin de liaison avec photos, textes et analyses de ce qui s'est passé partout dans le monde ;

- participer à Seattle, à Porto Allègre et au Forum des Amériques au Québec (la FFQ en collaboration

- avec les femmes d'Amérique s'engage à organiser ce forum des femmes lors du sommet des Amériques en avril 2001 à Québec), les pays où cela se passe se proposent d'y aller au nom de la Marche mondiale ;
- continuer à amasser les signatures de la pétition mais en l'envoyant à une autre adresse (à confirmer)
- mettre tous les documents écrits et les interventions au F.M.I., À la Banque mondiale et à l'ONU sur le site Web ;
- interpeller nos gouvernements respectifs sur leurs positions dans les instances internationales ;
- pouvoir utiliser le site Internet comme un forum de débats.

A moyen terme, d'ici un an, il nous faut :

- organiser une prochaine rencontre. Si le mouvement des femmes du Québec peut compter sur votre appui politique, humain et financier, la FFQ pourra l'organiser ;
- modifier la composition du Comité de liaison international (formé il y a deux ans, avec la réalité d'il y a deux ans) ; il faut notamment qu'il soit plus inclusif (autochtones, pays en situation de conflits...). Par exemple, l'Europe va se réunir et proposera une reformulation de ses déléguées au CLI (comité de liaison international),

Se revoir tous les ans, manifester tous les 17 octobre dans nos pays pour en faire une journée de lutte des femmes, organiser dans les cinq ans une nouvelle marche mondiale, autant de propositions qui ne peuvent aboutir aujourd'hui par des décisions.

Avant tout, il nous faut faire un bilan honnête et collectif : qu'est-ce qui a marché et qu'est-ce qui n'a pas marché ? Le moment des bilans nationaux devraient permettre que la discussion se poursuive et qu'au moment de la réunion du CLI, nous puissions décider de nos actions et réfléchir à nos structures (sans céder par ailleurs à l'excès de structures) ; il est aussi important de continuer des débats qui sont loin d'être terminés tels ceux sur l'avortement et le lesbianisme, mais aussi d'autres comme la prostitution, le rôle de l'ONU...

Au delà de cette première année où la FFQ a accepté de garder la responsabilité du suivi à court terme, il nous faudra répondre à plusieurs questions :

Sur l'organisation

- quelle devrait être la structure et quelles responsabilités chacune des membres du CLI et des coordinations nationales seraient-elles prêtes à y prendre ?
- comment nous assurer que l'action de ce réseau ne dédoublera pas les actions menées par d'autres réseaux de féministes à l'échelle internationale ?
- qui sera responsables pour la suite ?
- qui trouvera et où trouver les fonds ?
- comment s'organiser pour réaliser toutes les propositions faites ?

Sur le fond

- Comment nous assurer de poursuivre dans le sens du renforcement d'une solidarité féministe internationale centrée sur l'action collective et qui vienne interpeller chacune des femmes dans chaque pays ou territoire ?
- quelles convergences établirions-nous avec toutes celles qui travaillent aux suivis de Beijing +5 ?
- De même pour les mouvements anti-mondialisation ?
- quels devraient être les objectifs d'un réseau international de féministes qui voudraient poursuivre dans le sens d'un projet comme celui de la Marche mondiale des femmes ? Sur quels sujets voudrait-il intervenir ? Quels résultats voudrait-il obtenir ? Quelles actions devrait-il entreprendre ?

Et pour conclure, il nous faut insister sur l'importance de nos liens avec les mouvements anti-mondialisation et les réseaux sociaux qui existent déjà, en tenant compte du fait que l'analyse féministe et la prise en compte des revendications féministes n'y est pas très présentes....

La réunion européenne

Pays présents : Estonie, Russie, Luxembourg, Chypre, Portugal, Espagne, France, Allemagne, Italie, Suède, Belgique Suisse, Autriche, Grande-Bretagne

Les problèmes posés :

- Que chaque pays fasse un bilan de sa participation à la Marche mondiale et à la coordination européenne afin de faire un bilan global dont la Coordination belge se chargera ; Quelle coordination européenne désirons-nous garder ?
- savoir si les coordinations nationales vont continuer ;
- la manifestation européenne a été un événement pour tout le monde mais, pour l'essentiel, elle n'a été prise en charge que par la Belgique. A la rencontre de Copenhague, il avait été proposé que chaque pays paye 250 euros ; la Belgique ne demande pas de l'argent maintenant ; elle fera d'abord le bilan financier et demandera de l'aide s'il est négatif ;
- pourquoi pas un questionnaire à tous les pays : pourquoi une coordination ? Pour quoi faire ? comment doit-elle fonctionner ? Combien de déléguées par pays ?... ;
- faire en sorte que les documents soient en anglais, français et espagnol ;
- proposition d'un turn over sur la délégation au comité de liaison international (8 déléguées actuellement pour l'Europe) ; ne doit-on pas revenir à 5 comme les autres pays ? les déléguées "politiques" ne devraient-elles pas être comptabilisées dans la délégation ? ne faut-il pas remettre en cause le terme de déléguée politique ?

- l'Allemagne se propose pour une rencontre en mai ;
- il est important de discuter d'autres dates, par exemple, le 25 novembre, journée mondiale contre les violences, ainsi que le 8 mars 2001 ; Ce sera trop tard d'en discuter à la prochaine coordination européenne à Paris en janvier ; proposition que tous les pays envoient sur mail les informations sur ce qu'ils vont faire le 8 mars.
- que peut-on faire pour aider les femmes de l'Est ? Sont-elles intéressées pour venir ? 5 femmes par pays aux rencontres européennes, n'est-ce pas trop ? pourquoi pas une prochaine réunion dans un de ces pays ?
- important de travailler avec les femmes du Sud ;
- faire en sorte que les rencontres soient le moins cher possible : prise en charge du logement chez l'habitant ; restauration...

**Prochaine rencontre européenne
13 et 14 janvier 2001**